

Après la réunion de la SADC du 20 mai, quelques idées dans le désordre...

Madagoravox - Patrick Rakotomalala – 23/05/11

Si les trahisons de ses alliés de la première heure, déçus de son ingratitude ont fait l'isolement et la chute de Ra8 – « Comment ça tu me donnes pas ce que tu m'as promis ??? Tu vas voir comment moi aussi je suis capable de retourner ma veste !!! » – le TGV s'est à l'inverse enfermé dans une obligation de reconnaissance envers ceux qui l'ont porté au pouvoir. L'affaire du BANI a été probablement le reflet de ce qu'il risquait à ne pas « rémunérer » à la hauteur de ce qu'ils demandaient les services de ses appuis politiques, financiers et militaires de la première heure. De fait, si tout système génère sa propre entropie, l'entropie du système du PHAT est mortifère qui se décline en un : « Je suis vraiment dans la m...ouise, moi. Je ne peux garder le pouvoir qu'en m'appuyant sur des forces qui ne cessent d'œuvrer au délitement des institutions et donc qui minent ce même pouvoir ».

Malgré les rodomontades de ceux là qui, s'appuyant sur les théories d'un certain cercle des économistes (tiens, où sont ils donc passés, ceux là), affirmaient mordicus l'inutilité et la nocivité de l'aide internationale, et malgré les fanfaronnades de ces politistes qui vouaient aux gémonies pêle-mêle la SADC, l'UA, l'UE ou l'ONU, la reconnaissance de cette communauté internationale est désormais reconnue comme vitale. Ceux là qui avaient, encore une fois de manière légère, imaginé pouvoir s'en passer en croyant au soutien de nouveaux acteurs internationaux ont du déchanter et adopter profil bas ... A l'ouest, rien de nouveau ? Si peu ... Sauf que les liquidités nécessaires à la survie du pays ne se lèveront pas ailleurs.

Vivement la reconnaissance internationale... Seul le déblocage des fonds internationaux conditionné par cette reconnaissance, pourra freiner la dégringolade sociale et économique. Mais en même temps, les investissements (d'infrastructures, d'équipements...) qu'il faudra massivement lancer pour rattraper le temps perdu profiteront au 1er chef aux entreprises des membres de la mafia à la tête du pays. Ils ont ainsi tout intérêt à œuvrer pour cette reconnaissance. Par contre, de manière schizophrène (ou hypocrite, c'est selon), ils prôneront vouloir se plier aux exigences de la C.I (élections inclusives et normalisation constitutionnelle) mais feront tout pour ne pas lâcher le pouvoir : « Primo, il reste encore des sous à prendre. Secundo, si nos adversaires reprennent le pouvoir, on va avoir chaud aux fesses avec tout ce qu'on leur a fait subir ... »

D'aucuns commencent à évoquer « l'innocence » du lapin : faible et pusillanime, il ne serait que la marionnette de certains manipulateurs prédateurs et serait parait il prêt à négocier un abandon du pouvoir ou tout moins une non candidature aux futures élections. On doit reconnaître que, si cela s'avérait, il défend bien les intérêts de ses marionnettistes. Il mouille sa chemise le petit : son lobbying effréné auprès des capitales africaines pour convaincre le sommet de la SADC du 20 Mai de sa bonne foi serait confondant d'abnégation. La forme de ses déclarations, sa propension à se mettre en avant, ses « JE serai président » mettent toutefois en doute la réalité d'une volonté d'abandon du pouvoir.

Le voila donc en train de jurer la main sur le cœur et le visage angélique aux diplomates et à la jolie speakerine de TV5 : « La démocratie c'est MOI. Je mènerai le pays aux élections dont il a besoin pour sortir de la crise. Mais j'ai besoin de votre reconnaissance (et de vos sous) pour y arriver. Promis, Juré, ce sera fait au plus tard en Novembre ». Galéjades. De manière surprenante, la communauté internationale semble prête à avaler cet énorme mensonge quand tous les rapports sur les exigences du dispositif électoral remettent en doute la viabilité de ce calendrier.

Mais en fait, la reconnaissance (et ses sous) une fois obtenue, on verra probablement le PHAT s'empresser de déclarer « Oups ... Des circonstances à l'insu de mon plein gré – décidément entre les empêcheurs de tourner en rond de l'opposition et les incapables, je ne m'en sors pas – me forcent à repousser d'au moins 12 mois ces échéances électorales ».

D'ailleurs, un report de quelques mois ça n'est bien évidemment pas fait pour desservir les intérêts de la clique au pouvoir. « Primo: c'est toujours ça de gagné pour finir de mailler nos réseaux d'influence, plus ou moins ralliés et beaucoup achetés, qui permettront de verrouiller quasi légalement les futures élections qu'on aura un tout petit peu moins besoin de maquiller. Secundo : depuis le temps qu'on fait du charme à la

jeunesse à coups de promesses de stades et autres salles de spectacles, un paquet de jeunes, qui avaient 15 ans en 2009, se trouveront avoir 18 ans en 2012. Oh divine surprise, ça fait plein de jeunes nouvellement promus électeurs dont les voix nous sont acquises ! Tertio : tant qu'à faire, si on peut garder le coffre-fort ouvert 12 mois de plus, on ne va quand même pas s'en plaindre ».

Le temps joue ainsi en faveur du TGV. L'opposition s'enferme dans une erreur majeure à limiter son action au blocage du processus au lieu de jouer la dynamique. « Tu veux y aller aux élections ? Chiche qu'on y va !!! » Enfermée dans la crainte – justifiée – d'une manipulation massive, elle s'est arrêtée à des positions de principe quant aux répartitions des instances de la Transition et de ses organes de contrôle. Il eut peut être fallu se focaliser sur le maillage terrain, soutenir la société civile (heureusement qu'ils sont là, ceux là !!!) et négocier avec l'aide des organismes internationaux les outils locaux de contrôle. Tout ce temps perdu en chicaneries, à espérer le réveil du président déchu ... Deux ans après on n'a toujours pas l'ombre d'un projet politique, pas le soupçon d'une moindre stratégie autre que défensive qui puisse ouvrir une voie alternative et fédérative... Deux ans à regarder passer les trains ... et le TGV en particulier.

Dans ce sens, le président déchu et son entourage ne font pas vraiment preuve de génie sur le plan tactique ou politique. Il est même possible que dans le premier cercle de Ra8, certains se félicitent intérieurement du blocage de la situation. «Une fois acculé, il va bien finir par m'adouber en tant que dauphin, le Président. Une fois Ra8 définitivement lâché par une SADC, une UA et une C.I, moi, le dauphin déclaré, je pourrai m'appuyer sur son électorat à qui je promettais le retour de dada ... Et avec l'aura de son image encore fortement prégnante – et peut-être avec ses sous – j'ai quelques chances de l'emporter».

Quant aux élections que l'on considère comme la panacée selon des critères occidentaux pour sortir d'une crise politique, se pose une question qui peut paraître incongrue : dans ce pays où, on doit le reconnaître, la culture démocratique est des plus aléatoires et où l'exercice du pouvoir se limite à l'accaparement des richesses, un autre type de transition plus longue ne reste il pas à inventer ? Ces élections ne résoudront probablement rien en termes de stabilité politique et sociale. Et les blocages actuels reflètent bien le peu de crédibilité et de légitimité que le pouvoir mis en place à leur issue en tirera ... Quel qu'il soit.

Pourtant, le chantier est monstrueux : régler les problèmes de réconciliation nationale, de politisation de l'administration, de corruption des corps d'Etat et des institutions, de réorganisation de l'économie et de la fiscalité, de réorganisation d'une armée qui a perdu ses repères, ses valeurs et la conscience de son rôle, de développement rural et d'autosuffisance agricole, de développement de l'éducation, de développement d'une classe moyenne, d'urbanisation, de développement de l'investissement productif, en bref de progrès économique et social ne font l'objet d'aucune forme de projet ... d'aucune vision globale du pays et de son avenir.

De fait, ce n'est pas une quatrième république (et sa constitution bâclée) qu'il fallait au pays. C'est une transition (très) longue pour permettre aux différentes forces de définir sur du moyen terme LE projet de société, certainement bâti de tâtonnements, d'essais, d'errements, et de réussites, qu'il faudrait pour stabiliser politiquement et socialement le pays.

De toutes façons, et ce de manière désespérante, l'action politique de tous les bords, à court terme, est encore une fois suspendue aux décisions de reconnaissance d'une troïka africaine. L'avenir du pays reste défini par l'extérieur. Comment peut-on supporter cette image ? Tant que la SADC n'énonce pas ceci ou que Paris ne fait pas cela, serait-on infoutus de nous en sortir ?

Tiens, d'ailleurs ... du côté de Paris, quoi de neuf ? L'arrivée de Juppé à la tête du MAE a pu malgré tout probablement changer la donne et l'attitude de la France vis-à-vis du TGV. Ne serait ce que parce que le maire de Bordeaux veut jouer la rupture par rapport à son prédécesseur Guéant et à son sulfureux acolyte Robert Bourgi, interlocuteurs et conseillers privilégiés du PHAT et spectateurs impuissants des révolutions arabes. Malgré les exclamations laudatives des griots de la HAT se félicitant de cette réception vue comme symbole de la reconnaissance de la France, le refus Juppé de poser sur une photo aux côtés du PHAT caractérise la fragilité de la position du TGV vis-à-vis de Paris. Et l'Elysée ne prendra pas le risque de s'opposer à Juppé dans la perspective de 2012. Le refus de Parant, conseiller de l'Elysée, de répondre à une invitation du TGV le 13 Mai symbolise probablement ce changement d'attitude.

Mais de fait, si Paris lâche le TGV, Zuma de son côté n'a plus tant besoin de jouer la carte Ra8 et s'alignera plus facilement sur une position commune avec la France. Primo, les échanges et les investissements français massifs en Afrique du Sud (Areva, EDF), secundo, le poids désormais acquis de l'AFS au G20, tertio, la montée en concurrence du Kenya comme nouvel interlocuteur africain – politique et économique – anglophone majeur de la France, quatre un consensus sur les dossiers brûlants africains

(Cote d'Ivoire, Lybie, ...) définissent un nouveau consensus entre Paris et Pretoria et relèguent au second plan l'engagement de l'AFS dans le dossier Madagascar. Zuma a ainsi accepté de recevoir le PHAT. Du bout des lèvres. Mais du bout des doigts aussi. Là aussi, les laudateurs s'en sont félicités, mais a-t-on vu la poignée de main qui aurait signifié la reconnaissance du TGV comme un pair par le président de la puissante AFS ? Il s'agissait là probablement d'une rencontre purement de principe « Je veux bien te recevoir si ça peut faire avancer le schmilblick, parce qu'il y en a assez de ces tergiversations, mais pour autant on en restera sur un principe d'inclusivité ». L'absence de Zuma à Windhoek marque ainsi le désaveu qu'il a de l'action de Simao (lui même absent), trop engagé de manière partielle dans sa médiation. Et la convocation d'une ultime table ronde avec les quatre Présidents est probablement le fait d'une position prise communément avec Paris. La C.I n'est peut-être pas si prête qu'on l'avait pensé à avaliser le pouvoir des putschistes. Et la position de Paris a probablement évolué. Au bénéfice de qui donc ?

Mais baaah ... Tout ça ne sont que simples élucubrations et conjectures ...

Source : <http://madagoravox.wordpress.com/2011/05/23/les-chroniques-de-ragidro-quelques-idees-en-vrac-et-a-lenvers/>